

Ukraine

La guerre de Poutine contre l'Ukraine et Les limites de l'autoritarisme

Roland Benedikter

L'effet à long terme de la décision de Poutine d'entrer en Ukraine, pourrait s'avérer être le contraire de celui que le président russe se proposait de provoquer. La guerre entre la Russie et l'Ukraine pourrait finalement servir d'exemple concret de la manière dont les régimes autoritaires se servent de l'état pour amener leur propre ruine.

Cela fait belle lurette qu'il y a un débat sur le caractère évolutif de l'autoritarisme russe. "Poutine le perturbateur de la paix" est devenu une expression courante, très tôt dans la carrière du président russe — souvent accompagnée d'interprétations trop imprécises et de grand style, étayées par beaucoup d'auto-censure diplomatique vis-à-vis de la "culture politique d'autres systèmes".

Pour simplifier les choses et éviter que l'Occident n'ait à s'en mêler de trop près, l'autoritarisme russe a souvent été présenté comme une forme d'illibéralisme "un peu différente", avec quelques caractéristiques démocratiques. On a même rapidement passé sur des signes d'avertissement, tels que des disparitions et assassinats de journalistes ou encore l'internement des personnes critiques, en disant que, ces signes ne dépendaient vraisemblablement pas du régime et n'avaient pour le moins aucun caractère systématique. La perception des structures russes dans les années 2000, fut le plus souvent statique ; ce qui faisait défaut c'était l'observation de la dynamique autoritaire et donc, précisément, de son caractère évolutif.

Pourtant, à l'instar des sociétés démocratiques, des régimes autoritaires se déploient et se développent aussi au cours du temps. Leurs caractères peuvent possiblement être plus complexes que ceux des dictatures statiques (qui tendent à se maintenir coûte que coûte) ils exhibent néanmoins des mécanismes reconnaissables. L'autoritarisme "dynamique" de notre temps consiste essentiellement en dix caractéristiques entremêlés, et dans le même temps indépendantes les unes des autres, qui le rendent d'une part rigide et d'autre part flexible.

Relèvent de ces caractéristiques :

- le fait de se positionner en victime, en attribuant à d'autres la responsabilité de ses actes propres ;

- faire taire les critiques dans son propre pays ;
- personnaliser le pouvoir de plus en plus et le limiter à un cercle de plus en plus restreint de personnes de confiance ;
- retoucher l'acquis historique pour, avec une "politique imaginaire", l'accoter par l'invention de récits qui se justifient eux-mêmes ;
- s'appuyer sur des représentations d'hyper- ou de méta-nationalisme (par exemple la projection d'une appartenance contrainte d'autres nations à la sienne) ;
- caractériser l'idéologie autoritaire comme étant "post-idéologique" ou une "normalisation pragmatique du caractère de l'état" ;
- définir des concept-clefs (et leur dialectique) d'une manière unilatérale pour forcer au consensus également au niveau inconscient ;
- étendre son territoire, aussi bien au sens géographique du terme qu'au plan virtuel (développement d'un *Internet* étatisé, surveillance, intervention cybernétique, savoir-faire en matière de vols et d'espionnage économiques) ;
- atteindre ses objectifs par une tactique de provocations planifiées et d'escalades parfaitement réfléchies, suivies de propositions d'adoucissements ou de modérations de grand style ;
- et sous la "mise en oeuvre de tous les moyens", créer un mélange confus d'instruments de pouvoir civils et de menées de guerre effectives.

Au point de convergence de ces caractéristiques, différentes versions de l'autoritarisme ont émergé depuis les années 2000, certaines plus auto-limitatives, d'autres plus strictes ; quelques-unes introverties et auto-centrées, d'autres plus extroverties ; certaines avec une plus forte compréhension de soi d'être insérées dans une continuité historique, d'autres qui ne tournent qu'autour d'elles-mêmes ; quelques-unes plutôt dissimulées sous un déguisement systématique, d'autres plus officiellement. Néanmoins, le développement typologique global des autoritarismes les plus récents a été leur **évolution par l'auto-escalade de soi** — souvent voilée, mais toujours latente — dans la plupart des cas par l'hubris croissante et la surestimation de soi de certains individus au fil du temps et une confiance dans les circonstances historiques, des déclencheurs et des opportunités.

La conformation aux lois qui y est contenue fait que la nature auto-référentielle à soi de l'autoritarisme, rarement auto-satisfaisante, mène tôt ou tard, dans une première phase, à partir de pratiques plutôt "intégrées" à d'autres élitaires et ensuite solipsistes et, dans une seconde phase, à partir de pratiques autoritaires (jusqu'à leur limite), elle conduit aux stratégies et agissements proto-totalitaires. On pouvait observer cela, non seulement dans la Chine de Xi Jinping, mais encore dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, mais plus encore, renforcée cette fois, dans l'évolution plus récente de la Russie d'attitude anti-occidentale et anti-libérale de Vladimir Poutine.

La peur de Poutine

La plupart de ces évolutions ne sont pas une partie du sommet d'un iceberg, mais fermentent depuis longtemps en étant dissimulées sous la surface. Elles furent *de facto* ignorées par l'Occident qui s'occupait plutôt, pendant ce temps-là, de préférence des questions comme l'approvisionnement énergétique, l'accès aux marchés économiques. Pourtant la guerre en Ukraine pourrait avoir marqué un tournant dans la perception de l'autoritarisme contemporain par les démocraties du monde entier.

Après une longue période d'incubation, la guerre en Ukraine a remis en question les précédentes (plutôt lénifiantes) notions de "régimes autoritaires avancés" et leur tendance inhérente à l'évolution — non seulement en Occident, mais aussi, ce qui est peut-être plus important, dans les sociétés autoritaires elles-mêmes. La correction de ce point de vue pourrait faire partie de la "re-mondialisation", c'est-à-dire de la nouvelle conception autocritique — et de la réforme post-Covid-19 intentionnelle — de la mondialisation, en particulier dans l'alliance globale des démocraties.

Le revirement d'opinion vaut cependant en premier lieu pour la société de ce régime autoritaire lui-même. L'invasion de l'Ukraine, qui commença le 24 février, a surpris de nombreux Russes et leur a fait clairement comprendre que leur gouvernement s'était modifié progressivement depuis le début des années 2000. Dans le même temps que la restructuration et la modernisation des troupes armées et de la concentration de pouvoir autoritaire progressant, l'autoritarisme russe est devenu à chaque pas plus agressif et militant.

Cette connaissance a déchiré les Russes et elle les divise comme peu d'évolutions l'avaient fait auparavant. Aux yeux de nombreux citoyens la guerre s'adresse contre la "nation historique et culturelle sœur". La déclaration du président russe, que l'Ukraine est pratiquement la même nation que la Russie et n'a donc aucun droit historique ou culturel à son propre caractère étatique ou à sa propre nationalité, s'oriente en sens inverse sur le champ de bataille. C'est l'une des raisons pour laquelle l'armée russe ne peut pas épuiser tout l'ensemble de son potentiel destructeur putatif et hésite en outre à engager pleinement ses forces pour la destruction arbitraire des sites ukrainiens.

Selon de plus en plus d'observateurs, la direction russe pourrait avoir des problèmes avec sa propre population, si elle n'est pas en situation de mettre rapidement fin à cette guerre, de placer la population sous un contrôle stable et d'adoucir les répercussions durables des sanctions. Cela pourrait être un problème à moyenne et longue échéances. Ceci concerne l'élite dirigeante (la nomenclatura) qui fut apparemment pareillement plus ou moins peu informée et ne fut pas préparée à la guerre.

Le fait qu'il y a un bon 13 000 citoyens russes d'internés dans leur propre ville, parce qu'ils ont protesté contre la guerre, le fait que les médias russes eux-mêmes commencent à mettre la guerre en doute ; et l'histoire surréaliste que l'homme d'affaire privé, Alex Konanykhin, aurait mis à prix l'arrestation du président russe à un million de Dollars exposant celui-ci à sa propre police, tout cela laisse à penser que la

guerre en Ukraine a encouragé les critiques et que la résistance se manifeste plus ouvertement.

Poutine est encore assez intelligent pour permettre à son critique le plus virulent, Alexeï Navalny, d'appeler à un soulèvement massif contre lui sur *Twitter* depuis sa prison — afin de démontrer le caractère "démocratique" de la Russie. Il a également gracié essentiellement les critiques visibles, comme la journaliste de la télévision, Marina Oviannikova, qui s'est vue infliger une amende et la menace d'une enquête supplémentaire sur elle et sa famille. Mais l'autocrate a du mal à cacher sa crainte que la situation ne se retourne tôt ou tard contre lui. La poursuite de la restriction de la liberté d'expression par de nouvelles lois, qui s'appuient sur les mesures prises avant la guerre contre la presse libre et les dissidents politiques, ainsi que le blocage de *Facebook* et de *Twitter* pour cause de "discrimination" à l'égard des informations contrôlées par l'état, ne permettront pas au président de s'auto-qualifier de "démocrate" auprès de ses concitoyens. Au contraire, ces mesures montrent publiquement qu'il exerce un contrôle de plus en plus fort sur tous les domaines de la société.

Pour de nombreux citoyens, il ne leur reste rien d'autre qu'à reconnaître la fragilité et la faiblesse constitutionnelle du système que l'autoritarisme à édifié en Russie, lequel système semblait être stable et consolidé. C'est la raison pour laquelle l'ancien juge de la Cour Pénale Internationale (CPI), Cuno Tarfusser, est d'avis que les dirigeants russes pourraient finir par être tenus responsables par leur propre peuple (par exemple lors des prochaines élections régulières ou éventuellement anticipées).

Dans leur ensemble, les actions de Poutine en Ukraine ont diminué "l'attrait de l'autoritarisme" (Anne Applebaum), tant en Russie qu'à l'étranger, ce qui a conduit à un vaste changement de perception global avec des conséquences non encore connues. Elles ont montré combien aisément une notion d'autoritarisme par trop vastement conçue peut changer le (proto-)totalitarisme dans des applications précises — et ce que sont les éléments et lois possibles d'une telle "évolution". En éliminant la voie médiane et en obligeant la bureaucratie russe, et même le secteur de l'éducation et de la science, à être soit pour, soit contre, le gouvernement russe suit de plus en plus les traces de son "petit frère" en Biélorussie, qu'il considérait auparavant comme un état vassal mais qu'il imite désormais.

Aux yeux de beaucoup d'universitaires, l'agissement du président russe contre sa propre communauté scientifique et universitaire constitua même le meilleur exemple d'une évolution d'un autoritarisme "moyen" vers un autoritarisme "répressif". Les lois sur la "protection des droits de l'homme des citoyens russes en Russie", adoptées au début de la guerre, limitent encore davantage les possibilités d'action de tous les citoyens russes et étrangers, chaque rencontre et chaque mouvement étant potentiellement surveillés, et la menace permanente du harcèlement ou d'arrestations planant désormais sur tout le monde, y compris sur les scientifiques en visite ou sur d'autres personnes entretenant des contacts amicaux.

Contrairement aux aspirations de Poutine, dans les premières années de son mandat, d'édifier des relations de coopérations scientifiques et technologiques et d'élargir ainsi le savoir-faire, pour prouver à ses électeurs son engagement progressif, la collaboration scientifique de la Russie, développée à l'international, des décennies durant, est désormais écartée d'un trait de plume. Il faudra des années, voire des décennies pour la rétablir. La seule exception pourrait être la coopération avec d'autres États autoritaires répressifs, lesquels ont tendance à "sous-performer" [guillemets du traducteur] par rapport aux sociétés libres dans le domaine scientifique et dans les domaines-clés du développement non militaire.

De cette manière le président russe — malgré l'oppression des médias et les protestations — a rendu bien étroite la ligne de crête entre son régime autoritaire, soi-disant « rationnel » et ses pratiques d'escalades croissantes à un segment beaucoup plus large de la population. Sa tentative d'arrondir son idéologie pour la faire passer pour un "poutinisme" cohérent, en modifiant l'interprétation historique, jusqu'à la ré-écrire dans son "discours du centenaire" à la veille de l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, et dans un discours pendant la guerre qui suivit, a révélé la bulle psychologique qu'il a créée, celle autoritaire pour sa société et — avant tout — pour lui-même. Mais cette bulle risque à présent d'exploser.

« Là où il y a danger, ce qui sauve augmente aussi »

(Friedrich Hölderlin)

L'index de transformation de la *Fondation Bertelsmann* juge que, pour la première fois en 2022, il y a plus d'états autoritaires que d'états démocratiques sur le globe. En tant que mouvement contraire, la guerre en Ukraine pourrait marquer le commencement d'un revirement faisant époque de cette tendance. Indépendamment de savoir si l'on en arrivera ou pas à une solution diplomatique au conflit en Ukraine, l'escalade d'autoritarisme de Poutine pourrait accélérer l'investissement en énergie verte de l'Europe en vue de devenir indépendante de la Russie.

À moyenne échéance cela pourrait contraindre la Russie à moderniser son économie et son système de production, à se détourner de la simple vente de matières premières et à se complexifier par la suite : plus de partage/division du travail et donc plus de participation et celle-ci moins orientée sur l'oligarchie. Cela pourrait changer le modèle d'un régime où ce sont des oligarques russes, qui vivent dans les démocraties occidentales, qui s'emparent de la richesse en matières premières de leur pays pour la proposer à l'étranger en échange du silence dans leur propre pays.

La guerre du régime russe en Ukraine pourrait aussi accélérer le débat sur la question du genre car, l'hyper-nationalisme agressif fait qu'il n'y a pratiquement aucunes femmes dans le système politico-économique de la Russie actuelle. Aux répercussions paradoxales éventuelles de cette guerre pourrait aussi appartenir une autre ruée vers les monnaies cryptées. D'une manière intéressante, autant la Russie que l'Ukraine pourraient y prendre part. La Russie a accumulé des actifs en cryptomonnaies afin d'être moins sensible aux sanctions ; l'Ukraine a demandé pour cette raison d'envoyer

une aide par des transferts en monnaies cryptées afin d'être indépendantes des canaux bancaires officiels qui pourraient faire l'objet d'attaques cybernétiques russes.

Quoi qu'il en soit, les conséquences de la guerre entraîneront probablement des changements, non seulement dans le *monde financier et économique* international, mais aussi et surtout, dans l'économie russe. Une spirale descendante semble inévitable pour le moment et pourrait alimenter les protestations publiques contre les structures autoritaires "limites" à l'intérieur du pays.

Au plus important, la guerre en Ukraine augmentera l'acuité de la perception internationale sur ce qui constitue effectivement une "démocratie pilotée" ou pas. Cela pourrait donner une forme au *concept d'autoritarisme* aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est (par exemple chez des dissidents qui sont parfois encore déchirés entre démocratie et néo-communisme) par une meilleure différenciation. Cette guerre sans exemple pourrait mener à ce que le concept de "totalitarisme" en science politique soit actuellement réutilisé. Il pourrait également changer les disciplines universitaires à moyen et long terme, en aidant à mieux comprendre les tendances analytiques et en encourageant l'étayage théorique d'un nouveau réalisme géopolitique ouest-européen, au-delà de l'apologétique auto-accusatrice des modèles politiques étrangers.

Par ailleurs la guerre en Ukraine pourrait forcer en outre l'UE, à ébaucher enfin sa propre *stratégie globale*. Cela pourrait en effet constituer une percée, compte tenu de l'histoire récente et tumultueuse de l'UE, et donner une impulsion à une véritable unification européenne. À partir d'une perspective encore plus large, cela pourrait renforcer la conscience de l'alliance globale des démocraties de sorte que la grande et nouvelle fracture de notre époque c'est une *fracture entre démocraties et non-démocraties* — qui restera très probablement pour notre génération et la suivante. On reconnaîtra peut-être que cette fracture ne remplace pas simplement la guerre froide, mais plutôt que — après le "temps heureux de la globalisation sans distinction" entre 1991 et 2016 — un nouveau chapitre commence, peut-être plus complexe et difficile d'une concurrence entre les systèmes et de la confrontation qui marquera les dix ans à venir.

Pour finir la guerre russo-ukrainienne montre que les démocraties doivent s'unir et que, par exemple, le nouveau type de "politique césarienne" en Europe centrale et orientale risque de mettre en péril cette unité d'un point de vue géopolitique - un contexte que la Pologne et la Hongrie, en particulier, commencent peut-être à comprendre à un niveau pratique. La guerre force les Européens à la reconnaissance que « *la faiblesse des démocrates est plus dangereuse que celle des réactionnaires* », comme l'a exprimé Roger de Weck. Il rendra les Européens plus sceptiques face à la "nouvelle route de la soie" de la Chine, qui pourrait être interprétée comme un autre projet autoritaire - avec d'autres moyens - au cœur de régions européennes (très différentes et parfois concurrentes).

La guerre russo-ukrainienne conduira en général à une compréhension différenciée de ce que devrait être une nation et un projet d'intégration supranational, comme celui de l'UE et

à rééquilibrer les objectifs dans les domaines du pacte politique, de la sécurité sociale et de la paix. Le discernement en fait aussi partie — comme le formulait l'ancien président fédéral et pasteur évangéliste, Joachim Gauck, — « *Qu'une forte défense de ce que nous aimons, est nécessaire et normale. Elle n'est ni belliciste ou hostile à la paix.* » La guerre normalisera donc le concept de nation dans les commissions supranationales comme l'UE ; et elle nous enseignera finalement, **que les autoritarismes demeureront à la longue, ce qui signifie qu'il n'y aura pas de système mondial unique dans un avenir prévisible et que les démocraties doivent développer des stratégies multi-résilientes stables et globales en vue d'entretenir des relations de coopération à long terme avec la globalisation future et les rivalités systémiques.**

Toutes ces répercussion pourraient déclencher une évolution, qui contrariera les objectifs du président russe. La guerre en Ukraine pourrait au final amorcer un tournant contre l'autoritarisme russe — et contre l'autoritarisme en tant que principe. Ce qui suggère que le dirigeant russe n'est possiblement pas intéressé à entraîner vers une confrontation ouverte, voire à une escalade de la guerre, sans parler d'un recours aux moyens nucléaires. Cependant, dans une perspective évolutive, l'autoritarisme en Russie est passé d'un comportement calculable et, dans une certaine mesure, accommodant à la fin du 20^{ème} siècle, à un comportement imprévisible et extrême au cours du 21^{ème} siècle. La guerre russe en Ukraine peut être considérée comme une preuve des dangers d'un développement qui demeure largement incontesté de l'autoritarisme.

En même temps, la domination de l'élite russe actuelle pendant plus de deux décennies ne pourra pas changer le fait que le terme "Russie" décrive une nation grandiose - spirituellement et productivement — avec une histoire d'influence mondiale, une population hautement honorable, généreuse et courageuse qui a souvent souffert sous ses gouvernements, et une culture majestueuse et éblouissante qui fait partie de l'humanité culturelle et religieuse de l'Europe et du monde. Personne ne peut s'approprier ces faits historiques ou les changer à sa convenance, ni non plus utiliser tous les moyens technologiques, propagandistes ou idéologiques de l'histoire récente de l'humanité pour en limiter la perception dans le pays et à l'étranger.

Et malgré les émotions qu'un conflit fait inévitablement naître, les grandes cultures et nations mondiales, qui jouent un rôle dans cette guerre, ne doivent pas être mises au même niveau que la politique. Nous devrions toujours faire la distinction entre gouvernements et institutions, idéologies, systèmes et êtres humains. Il faut à long terme parvenir à une conciliation, car après les guerres, "les autres" existent encore largement, exactement comme nous. Nous devons coexister, en surmontant les systèmes et malgré toutes les adversités et différences. Nous sommes tous des êtres humains et nous sommes tous frères et sœurs, comme les religions universelles ne cessent de le répéter sur la base de milliers d'années d'expériences. À la fin des fins, le caractère d'humanité et la raison se sont toujours imposés dans l'his-

toire de l'humanité. IL faut espérer qu'ils le feront aussi cette fois.

Sozialimpulse 3/2022.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Roland Benedikter est co-directeur du *Center for Advanced Studies [Centre des études avancées]* de l'*Eurac Research*, Bozen, Sud-Tyrol.